

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE QUINSON**

ALPES DE HAUTE PROVENCE

N°

02	05	25
----	----	----

Nombre de conseillers en exercice : 9

Absent : 1

Présents : 7

Pouvoir : 1

Votants : 8

Date d'affichage de la délibération : 15/05/2025 ; Date de télétransmission en Préfecture : 15/05/2025

L'an deux mil vingt-cinq, le treize mai, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de Quinson, dûment convoqué 06 mai deux mil vingt-cinq, s'est réuni en session ordinaire en mairie sous la présidence de Monsieur Jacques ESPITALIER, Maire.

PRESENTS : Jacques ESPITALIER, Francis GUIGNANT, René GARCIN, Arlette BERNE, Robert BAGARRE, Laurence OGOR, Paul André de la Porte.

ABSENTS REPRESENTÉS : Geneviève PETIT

ABSENTS : Yves GONSOLIN

Formant la majorité des membres en exercice

SECRETAIRE : Francis GUIGNANT

(art. L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Objet : Délibération tirant le bilan de la mise à disposition et portant approbation de la modification n°2 du PLU, par voie simplifiée

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-45 à L153-48 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles du chapitre III du titre II du livre Ier ;

Vu le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil Municipal du 4 juin 2019 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 05-12-22 du 19 décembre 2022 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU ;

Vu l'arrêté municipal n° AM 24-82 du 3 décembre 2024, prescrivant la modification n°2 du PLU par voie simplifiée ;

Vu la délibération n° 14-02-25 du 20 février 2025 fixant les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 du PLU ;

Vu l'avis public du 27 février 2025, paru dans un journal du département (La Provence), informant la population de la période de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°2 du PLU ainsi que l'affichage sur les panneaux d'information communaux et les publications sur le site internet et le réseau social de la commune ;

Vu les avis émis au titre de la notification du dossier aux Personnes Publiques Associées ;

Vu la décision n°000228/KK AC PLU du 23 janvier 2025, de la Mission Régionale de l'environnement après examen au cas par cas décidant que la modification simplifiée n°2 du PLU n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

Vu le projet de modification simplifiée n°2 mis à la disposition du public du 10 mars 2025 au 11 avril 2025 inclus ;

Considérant que la procédure de modification simplifiée n°2 a pour objet d'apporter quelques corrections au règlement du PLU et de supprimer l'emplacement réservé n°6.

Considérant que, par avis conforme, la MRAe a conclu à l'absence de nécessité d'évaluation environnementale pour la procédure de modification n°2 du PLU par voie simplifiée ;

Considérant l'avis de la DDT 04 comportant une observation en date du 7 janvier 2025 ;

Considérant l'avis du Département comportant une observation en date du 27 janvier 2025 ;

Considérant l'avis favorable de la communauté d'agglomération DLVA en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant l'avis de la Région sans observation en date du 3 février 2025 ;

Considérant l'absence d'observation des autres Personnes Publiques Associées à la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU, par voie simplifiée ;

Considérant le « Bilan de la mise à disposition du public de la modification simplifiée n°2 », annexé à la présente délibération et disponible en mairie, dans lequel il apparaît que les modalités de mise à disposition du public, inscrites dans la délibération du conseil municipal du 20 février 2025, ont bien été mises en œuvre. Cette mise à disposition a permis aux personnes intéressées de consulter le projet et de formuler des remarques. Une seule observation a été recueillie sur le livre blanc. Elle figure dans le bilan, accompagnée d'une réponse.

Considérant que le dossier de modification simplifiée, et plus particulièrement « la note de présentation » et « les orientations d'aménagement et de programmation » ont été amendés suite aux avis de la DDT 04 et du Département ;

Considérant que le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de Quinson, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé ;

Il convient que le conseil municipal délibère pour adopter la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré **à l'unanimité** :

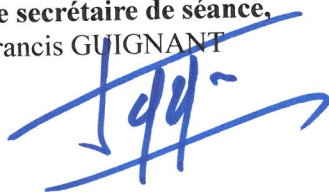
- **DÉCIDE** de ne pas soumettre à évaluation environnementale la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU suite à l'avis conforme n°000228/KK AC PLU du 23 janvier 2025, de la Mission Régionale de l'environnement concluant à l'absence de nécessité de réalisation d'une évaluation environnementale de la procédure

- **APPROUVE** le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU

- **PRÉCISE** que conformément à l'article L 153-48 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et fera également l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie et mention sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département en vertu de l'article R 153-21.

Fait et délibéré en Mairie, les mêmes jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents

Le secrétaire de séance,
Francis GUIGNANT




Le Maire,
Jacques ESPITALIER



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que : la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification ou publication, en application de l'article R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :
- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.